

Article paru dans le mensuel **Le Monde Diplomatique** du mois d'avril 2011\*

***L'unité retrouvée des peuples arabes dans la lutte  
contre l'oppression politique et sociale***

par Georges Corm<sup>1</sup>

Depuis le 18 décembre 2010, date à laquelle Mohammed Bouazizi s'est immolé par le feu dans une petite ville de l'intérieur tunisien, le monde arabe tout entier est brusquement entré en ébullition. Un acteur qui semblait s'être volatilisé de la scène politique depuis des décennies est apparu à nouveau : les innombrables pancartes de revendications portées par des centaines de milliers de manifestants de Tunis, au Caire, à Bagdad, à Bahrayn, à Benghazi en Libye, San'a au Yémen, à Rabat, à Alger et ailleurs dans le monde arabe, font étalage de la volonté du « peuple ». A la surprise générale, ce que l'on dénommait jusqu'ici avec dédain « la rue arabe » s'est transformée en « peuple », toute classes sociales et toutes tranches d'âge comprises. Les revendications portées par les pancartes sont simples et claires, loin de toute langue idéologique ou de tout slogan démagogique, sectaire ou religieux ou particulariste. Exprimées dans une langue dépouillé et directe, les slogans lapidaires des pancartes font mouche partout : d'un côté, revendication de la liberté politique, de l'alternance au pouvoir, de la suppression de la corruption, du démantèlement des appareils de sécurité qui pourchassent les citoyens pour leurs opinions politiques ; d'un autre côté, la demande de dignité sociale et donc d'opportunités d'emplois et de salaires décents. Le « ras-le-bol » des situations d'oppression politique et de déchéance sociale réunit, dans toutes ses composantes, le peuple qui se retrouve, enfin, libéré de la peur des appareils de répression policière.

Est-ce un nouveau « printemps arabe », trop longtemps attendu depuis celui des victoires sur les forces coloniales britanniques et françaises qui s'étaient déchaînées, de concert avec l'Etat d'Israël, contre le symbole de la résistance qu'était alors, en 1956, l'Egypte nassérienne, anti-impérialiste et tiers-mondiste ? Cette période s'était terminée brutalement avec la défaite des armées de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie en 1967 face à Israël, puis la mort prématurée du chef charismatique dont les discours mobilisaient les « foules » arabes de l'Atlantique au golfe Arabo-Persique. Le monde arabe avait alors basculé dans une involution multiforme et des situations de chaos ouvertes par les interminables violences sur le sol libanais entre 1975 et 1990. Le Liban était alors devenu une première situation « repoussoir » avec la profusions de milices armées et d'armées étrangères, ainsi que l'occupation israélienne et les violences massives qu'elle provoque. Elle sera bientôt suivie par d'autres situations sanglantes, comme en Algérie et en Irak notamment. Ceci permet aux régimes en place de devenir de plus en plus autoritaires, se posant en garant de la stabilité politique et sociale. Le spectre de la « libanisation », où par la suite de « l'irakisation » des sociétés devient omniprésent.

---

\* *Version originale complète*

<sup>1</sup> Economiste et historien du Proche-Orient ; auteur du *Proche-Orient éclaté. De Suez à l'invasion de l'Irak 1956-2010*, Folio/histoire, Paris, 2010.

D'autres événements majeurs viennent mettre une chape de plomb dans les différentes sociétés arabes. Les idéologies identitaires basées sur l'Islam remplacent le nationalisme arabe anti-impérialiste et laïc. Leur source est à rechercher dans la promotion très active d'un « salafisme » religieux en réaction contre tous les aspects de la modernité et ses idéologies nationalistes, libérales ou marxistes qui ont dominé jusqu'alors la scène politique arabe. Ce salafisme est répandu par les monarchies pétrolières du Golfe et plus particulièrement le wahhabisme saoudien. Le nationalisme arabe est accusé de tous les maux et la solidarité panislamique est promue comme idéologie alternative à toute forme de nationalisme laïc. C'est ce que tentera de réaliser au cours des années 1970, la Conférence des Etats islamiques, créée sous la houlette de l'Arabie saoudite et du Pakistan, organisation qui éclipsera le Mouvement des non-Alignés, mais aussi la Ligue des Etats arabes, paralysée par les querelles interarabes. A la fin de la décennie, l'Arabie saoudite et le Pakistan parviennent à mobiliser des pans de la jeunesse dans le « jihadisme » contre les troupes soviétiques en Afghanistan. Ce jihadisme sera ensuite transféré en Bosnie, puis en Tchétchénie et enfin au Caucase. Une partie de ce mouvement devient « takfiriste », c'est-à-dire va s'exercer à l'encontre d'autres musulmans considérés impies parce que ne se pliant pas à l'ordre voulu par Dieu. Son héros intellectuel sera Sayyed Kotb, son héros militaire et guerrier sera Ben Laden.

Une autre idéologie identitaire qui ne sera pas sans incidence sur le monde arabe sera celle de la révolution religieuse iranienne. Bien différente du wahhabisme par sa coloration chiite et l'adoption de certains principes constitutionnels modernes, elle se veut l'héritière de l'anti-impérialisme et du socialisme de la période précédente, mais dans un langage islamisé. Elle se caractérise aussi par un anti-sionisme virulent. La guerre déclenchée par Saddam Hussein contre l'Iran en 1980, pour tenter de réduire la nouvelle influence iranienne au Moyen-Orient, devient alors une autre diversion majeure qui dure jusqu'aujourd'hui, puisqu'elle amène par la suite à l'invasion de Koweït par l'Irak en 1990, sa libération par une formidable coalition militaire occidentale puis, douze ans après, à l'invasion américaine de l'Irak, en 2003 et l'involution de la société irakienne dans un communautarisme exaspéré, une corruption multiforme et une déstructuration sociale majeure au caractère violent.

L'involution dans l'identitaire religieux crée aussi des tensions fortes dans divers pays arabes. Le cas extrême sera celui de l'Algérie entre 1991 et 2000, mais partout dans le monde arabe, l'épouvantail islamiste consolide les régimes en place et la toute puissance de leur police pour étouffer toute tentative de liberté interne. Les Etats européens et les Etats-Unis s'en accommodent fort bien. Les attentats spectaculaires et sanglants à New York et Washington en septembre 2001, attribués à Ben Laden et sa mystérieuse organisation, dite Al Qaeda, créent une diversion encore plus grande. Ils renforcent les régimes en place, qualifiés de « modérés » du fait que leur politique extérieure se coule dans le moule des souhaits et des peurs européennes et américaines et qu'ils s'abstiennent de toute critique des pratiques violentes israéliennes à l'encontre des Palestiniens et des Libanais. Le seul souci des diplomaties occidentales dans le cadre de la lutte contre le terrorisme devient l'axe irano-syrien qui reste rebelle aux yeux de Washington et soutient les deux résistances à Israël, celle du Hezbollah au Liban et celle de Hamas en Palestine.

Dans ce paysage sombre et figé, comment aurait-on pu prévoir des révoltes populaires d'une telle ampleur, révoltes qui deviennent révolutions lorsqu'elles obtiennent par leur obstination à manifester avec courage et détermination, pour obtenir des changements politiques majeurs ? Rapidement en Tunisie et en Egypte les deux dictateurs quittent le pouvoir dans des conditions peu honorables, cependant que les révoltes populaires se multiplient ailleurs dans le monde arabe qui retrouve ainsi une unité perdue dans cette ferveur populaire contagieuse.

En réalité, l'aveuglement des observateurs ayant pignon sur rue dans le monde arabe comme en Europe et aux Etats-Unis a été total pour tout ce qui concerne les questions économiques et sociales, passées au dernier plan des préoccupations des décideurs. Tant que les grandes firmes multinationales pouvaient continuer de réaliser des affaires juteuses dans le cadre de la libéralisation progressive des économies arabes en cours depuis trois décennies sous l'égide du FMI, de la Banque mondiale et de l'Union européenne, et tant que les gouvernants locaux, leurs proches et leurs clients pouvaient continuer d'amasser des fortunes géantes profitant aux industries des produits de luxe en Europe ou ailleurs ainsi qu'au marché du foncier de luxe dans les grandes capitales des pays riches, de quoi pouvait-on se plaindre ? Les dogmes néo-libéraux satisfaits, les nouveaux hommes d'affaires arabes, milliardaires issus du gaspillage de la rente pétrolière, couvés dans les sérails gouvernementaux, honorés partout en Europe et aux Etats-Unis, étaient considérés comme le meilleur signe de la « modernisation » des économies arabes. Des anciens militants Arabes nationalistes ou marxisant se reconvertissent au néo-libéralisme et néo-conservatisme à l'américaine. L'argent du pétrole domine les médias arabes.

Tout le reste a été ignoré : chiffres de chômage alarmants, bien au-delà de la moyenne mondiale, en particulier dans les tranches d'âge jeunes (15 à 30 ans), fuite des cerveaux, flux migratoires toujours plus forts, maintien de larges poches d'analphabétisme, bidonvilles géants dans les villes, pouvoir d'achat plus que faible dans de très larges couches de la population qui par ailleurs ne bénéficient d'aucune couverture sociale en matière de santé, corruption généralisée et démoralisation des populations, dégoût des classes moyennes, gestion anarchique du secteur privé lui-même, grand corrupteur et souvent objet comme en Tunisie de la prédation des plus hauts dignitaires du pouvoir politique et les membres de leurs familles. Derrière des taux relativement élevés de croissance ces dernières années et des réformes économiques destinées à obtenir de bonnes notes des institutions financières internationales et de l'UE, la réalité sociale et économique est tout autre<sup>2</sup>. En particulier, les investissements privés locaux ou des milliardaires de rente pétrolière se ruent sur le secteur du foncier de luxe ou du tourisme, ainsi que de la distribution commerciale, voire dans la banque et les télécommunications où de nombreuses privatisations interviennent. Les bourses ainsi que les prix de l'immobilier flambent enrichissant encore plus les groupes privés, de nature familiale et clientéliste. Les fortunes qui se développent sont hors de proportion avec la productivité des économies qui reste très faible et dont le potentiel est peu ou pas du tout exploité. L'investissement agricole et industriel ou celui dans les services à haute valeur ajoutée

---

<sup>2</sup> Voir notre article « L'aggravation des déséquilibres et des injustices économiques au Proche-Orient », *Le Monde diplomatique*, septembre 1993.

est très faible (informatique, électronique, recherche et industries médicales, énergie solaire, déchets, environnement, gestion de l'eau, etc.). Les laboratoires de recherche et développement sont quasi-inexistants dans le secteur privé qui n'investit que dans des activités à faible valeur ajoutée, mais à très haut taux de profit, et sans risque financier.

En fait, la qualité de l'évolution de l'économie réelle n'a jamais intéressé les gouvernements locaux ou les pays et institutions qui leurs apportent de l'aide<sup>3</sup>. L'émigration est encouragée comme solution à la croissance démographique et l'insuffisance d'opportunités d'emploi. Elle est vantée par toute la littérature des organismes internationaux comme la solution miracle aux problèmes de la pauvreté, en dépit de l'absence de résultats tangibles dans les pays d'émigration<sup>4</sup>. On se contentera de mettre en place des micro-crédits, certes utiles comme atténuateurs de pauvreté, mais qui n'ont jamais réussi à la faire reculer sérieusement.

C'est pourquoi, face à la lame de fond des protestations du « peuple » qui n'hésite plus à exprimer ses désirs de libération politique et sociale, la grande question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment ces mouvements pourront résister aux récupérations de toutes sortes, voire aux contre-révolutions et répressions dont le chef de l'Etat libyen s'est fait le modèle le plus féroce et le plus déterminé. Son mépris mégalomane et violent affiché à l'égard de son peuple et son emploi démesuré de la force ont stimulé ailleurs dans le monde arabe la répression exercée par des pouvoirs en déroute, comme c'est le cas au Yémen ou à Bahrayn où l'armée saoudienne est intervenue, sous couvert des accords de sécurité conclus entre les Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Le printemps arabe s'arrêtera-t-il aux portes de la Tunisie et de l'Egypte, alors qu'en Libye l'intervention de la communauté internationale destinée à empêcher l'écrasement par le chef de l'Etat de la protestation populaire ne manquera pas de rendre la situation encore plus complexe ? La Libye deviendra-t-elle une autre situation repoussoir faisant craindre des guerres civiles prolongées et les interventions externes massives ? Au fur et à mesure que le temps passe, il est clair que ce nouveau processus révolutionnaire arabe va rencontrer de nombreuses difficultés.

Le premier danger qui guette ces débuts de révolutions, aux formes inédites dans l'histoire, est celui du désir exprimé fortement par les Etats-Unis et l'Europe d'accompagner les réformes démocratiques qui s'esquissent. « Accompagner » veut dire ici se gagner une clientèle nouvelle à coup de dollars et d'euros. Or il n'est-il pas temps que des peuples qui se sont mis debout prennent en mains leur destin sans qu'on leur tienne la main et que l'on s'immisce dans leur affaires. Les principes républicains et de citoyenneté, issus de la Révolution française, ont été popularisés dans les élites du monde

---

<sup>3</sup> Voir notre contribution « L'ajustement structurel du secteur privé dans le monde arabe : taxation, justice sociale et efficacité économique dans le monde arabe » dans l'ouvrage collectif sous la direction de Rémy LEVEAU, *L'économie de la paix au Proche-Orient*, Tome II, Maisonneuve et Larose, Paris, 1995 (textes repris dans notre ouvrage *La Méditerranée. Espace de conflit, espace de rêve*, L'Harmattan, Paris, 2001).

<sup>4</sup> Voir notre ouvrage, *Le nouveau gouvernement du monde. Idéologies, structures et contre-pouvoirs*, La Découverte, Paris, 2010.

arabe par différents écrits d'intellectuels, d'hommes de religion éclairés, de militants de la première heure des droits de l'homme et de la femme dès les années 1820<sup>5</sup>. Tous les penseurs de la Nahda ont contribué à faire connaître les progrès de la liberté réalisés en Europe. Sous la monarchie, l'Égypte a connu une vie parlementaire animée, mais l'Irak aussi, de même que la Syrie républicaine avant la prise de pouvoir des officiers baathistes. Que dire de la Tunisie, dont l'intelligentsia a fortement contribué dès le XIX<sup>e</sup> siècle à faire connaître les principes constitutionnels modernes. Il est donc urgent de remercier Européens et Américains pour leur sollicitude et de leur montrer une pancarte sur laquelle serait écrite : « le peuple construira sa liberté par lui-même ».

Le deuxième danger est constitué par la faiblesse des économies locales et leur dépendance multiforme sur l'extérieur en matière alimentaire, comme en produits industriels essentiels. Le paradoxe ici est qu'aucune de ces économies ne manque de liquidités pour investir dans une dynamique économique nouvelle, mais en revanche la mise en route de cette dynamique demande de s'attaquer aux racines de l'économie de rente à très faible valeur ajoutée qui domine partout, pour passer à une économie pleinement productive tirant avantage des ressources existantes, tant naturelles qu'humaines. Dans ce domaine, plutôt que de solliciter de l'aide extérieure, il faudrait parvenir à attirer les nombreux talents à l'étranger qui, joignant leurs efforts aux talents restés sur place, pourraient imprimer une direction nouvelle aux politiques publiques, s'inspirant de celles des tigres asiatiques et non point conditionnée par les aides étrangères. Il faut rappeler ici que le monde arabe a reçu annuellement des milliards de dollars, de yen et d'euros d'aide économique étrangère et des dizaines de milliards de dollars en remises d'émigrés<sup>6</sup>, ce qui n'a fait que créer une « paresse » dangereuse et une absence d'initiative et d'inventivité auxquelles il convient de remédier le plus rapidement possible.

A cette fin, il est urgent de mettre en place un partenariat volontariste et dynamique pour combler rapidement le retard technologique et scientifique qui caractérise le monde arabe. Ce partenariat doit avoir pour protagonistes l'État libéré de la collusion avec des intérêts privés, les collectivités locales qui doivent être désormais dotées en ressources humaines et financières adéquates, les associations patronales rénovées et dynamisées par la volonté d'initier un processus de développement innovant et socialement juste, le secteur éducatif qui devrait cesser de produire des chômeurs et des candidats à l'émigration, les syndicats ouvriers et paysans sortis de leur torpeur et enfin les ordres professionnels qui doivent cesser d'être des conservateurs de privilèges pour se mobiliser en faveur d'un nouveau modèle économique d'appropriation des sciences et des techniques.

---

<sup>5</sup> Il s'agit de la mission envoyée en France en 1826 par Mohammed Ali, vice-roi d'Égypte, pour s'informer des progrès politiques, économiques et sociaux réalisés en France. Cette mission était dirigée par un cheikh de l'Azhar, Rifa'at el Tahtawi, qui s'est rendu célèbre par la publication de ses observations positives sur l'état de la France. Cette publication intitulée « L'or de Paris » eût un grand retentissement dans le monde arabe.

<sup>6</sup> Les remises d'émigrés ont représenté pour la période 1970-2000 la somme colossale de 359 milliards de dollars pour les seuls pays arabes en bordure de la Méditerranée, cependant que les aides ont représenté un montant d'environ 100 milliards de dollars durant cette même période (aides militaires comprises). Source : base de données de la Banque Mondiale sur les migrations et base de données CAD-OCDE.

Le troisième danger, connexe au précédent, est celui de l'apparition de contradictions sociales entre les classes moyennes urbaines et les couches populaires et pauvres, rurales et urbaines, dont l'unité a fait jusqu'ici le succès des mouvements revendicatifs. Une coalition d'intérêts entre groupes économiques privés et les classes moyennes pour diminuer les prétentions des couches les plus pauvres de la population, y compris les salariés, pourrait s'avérer particulièrement dangereuse. En complicité avec les intérêts politiques et économiques externes, une telle coalition pourrait faire perdre petit à petit tous les gains obtenus jusqu'ici par le retour des peuples sur la scène politique. Sur ce plan, les justes revendications salariales devront certes être satisfaites, mais elles pourront l'être d'autant mieux que l'appareil de production sort rapidement de l'économie rentière peu productive et à faible valeur ajoutée et que l'investissement étatique et privé est dirigé vers les secteurs innovants, la recherche et le développement, la diversification de l'économie hors du foncier, du financier et du commerce de distribution. Une révision drastique des systèmes fiscaux devra être menée, non seulement pour réaliser l'équité fiscale, mais surtout pour égaliser les taux de profits entre les secteurs sans risque et à faible valeur ajoutée et les secteurs demandant de la prise de risque « entrepreneurial » et des capacités de R et D.

Un autre danger est celui sur lequel tous les chefs d'Etat en déroute ont voulu jouer jusqu'ici pour faire dérailler les mouvements populaires, à savoir susciter et solliciter des régionalismes et tribalismes, voire aussi le communautarisme entre sunnites et chiites ou chrétiens et musulmans. Pour ceux qui connaissent les sociétés arabes, ces tendances centrifuges sont plus le résultat des malaises dus à un développement économique et social inégal qu'à des oppositions identitaires irréductibles de nature anthropologique et essentialiste. Dans ce domaine aussi, seule la mise en route d'un nouveau dynamisme économique pourra faire avorter tout essai d'exploiter des différences socio-économiques qui recourent partiellement seulement des identités régionales ou communautaires ou des origines tribales.

La route du monde arabe vers la liberté et la dignité retrouvée dans l'ordre interne, comme sur le plan international sera certes longue et ardue. Les répressions pourront se faire féroces et les interférences externes risquent d'augmenter, comme c'est déjà le cas en Libye et à Bahrayn, soulevant le spectre de guerres civiles. Mais il faut espérer que plus rien dans cette partie du monde ne sera comme avant le 18 décembre 2010, date à laquelle Mohammed Bouazizi a ouvert la voie au changement par son geste spectaculaire de désespoir.